



Rapport du Forum « Les bottines suivent les babines »
1^{er} décembre 2014 – Centre à Nous – 8h00 à 13h00

Présences (83)

Adina Ungureanu, ACCÉSSS

Amel Haroud, SAFIMA

Amélie Gravel, MDJ de L'Assomption

Annie Desjardins, Cuisines Collectives

Audrey-Ann Frenette, CDC MRC L'Assomption

Bernard Bohmert, CRÉ Lanaudière

Brigitte Rhéaume, Maison Oxygène

Bruno Marier, Service de police de Repentigny

Catherine Naud, MDJ de L'Épiphanie

Cécile Hénault, Ville de Repentigny

Céline Rivest, Cancer-Aide

Chantal Lalonde, TPDSL

Christian Perreault, CAJA

Christine Breton, CSA-AVSEC

Colette Thibault, Fin à la faim...

Denyse Peltier, Ville de Repentigny

Élyane Goffoy, PANDA

Elisabeth Bois, TRESL

Élyanne Lavallée, CLE

Ève Bissonnette, CFP des Riverains

France Caron, AQDR

France L'Hérault, ADSMQ

Francine Delisle, Maison de la famille

François Girouard, CJE

François Prudhomme, Café Morgane

Frédéric Dugas, Desjardins Entreprises

Geneviève Larivière, CDC MRC L'Assomption

Ginette Beausoleil, Thérapeutes en relation d'Aide

Ginette Tessier, Bureau de François Legault

Guillaume Vallois, Bureau de Jean-François Larose

Kim Landry, Maison de la famille

Hélène Fortin, APHPRN

Hugo Valiquette, TROCL

Huguette Plouffe, AQDR

Isabelle Breault, École de la Paix

Isabelle Claude, UNIATOX

Isabelle Dion, Thérapeutes en relation d'Aide

Isabelle Levasseur, TPDSL

Jean François Joly, CSA

Jean-Jacques Pilon, AQDR

Julie-Alexandre, Les Amandiers

Julie Blanchette, CRÉVALE

Joane Vandal, L'Avenue justice alternative

Josée Mailhot, CJE

Karine Tremblay, Centre Inter-Femmes

Lucie Beaulieu, SAFIMA

Lynne Harpin, Bureau de François Legault

Manon Boisvert, Essor II

Mélissa Roy, CIPL

Marc-André Brûlé, TRESL

Martine Daoust, CLD

Marylène Gagnon, Les Amandiers

Marylène Thiboutot, FDR-CRÉ Lanaudière

Mélanie Gagné, CAJA

Mireille Rabeau, Services de crise Lanaudière

Nadyne Lavoie, Perspectives Nouvelles

Nancy Aubut, Les Jardins du Méandre

Nathalie Nadeau, Parrainage Civique Lanaudière

Nathalie Pimparé, Centre La Croisée

Natalie Savard, RUTAL

Nicole Fortin, Cuisines Collectives

Patricia Bonin, Centre de prévention du suicide

Pierre Fortier, Ville de Repentigny

Pierre Themens, Travail de Rue Repentigny

Rachel Thomas, Centre Jeunesse de Lanaudière

Richard Miron, Le Tournesol de la R-N

Sébastien Guernon, CLD MRC L'Assomption

Serge Arès, AVSEC-CSA,

Serge Corriveau, Syndicat Electrolux

Stéphane Pépin, Conseiller en Hôtellerie

Stéphanie-Claude Leclerc, Les Amis de la DI

Stéphanie Gilbert, Ville de Repentigny

Sophie Plante, Regard En Elle

Suzette Villeneuve, AFEAS pour la Ville de Shipshaw arrondissement de Saguenay

Sylvain Lévesque, MDJ de Repentigny

Sylvie Hamel, Citoyenne

Tamara Pierre-Louis, CSA

Thérèse Grenier, Ville de Charlemagne

Véronique Arcouette, ADSMQ

Véronique Vadnais, Hebdo Rive-Nord

Vicky St-Pierre, Agente de soutien à la concertation

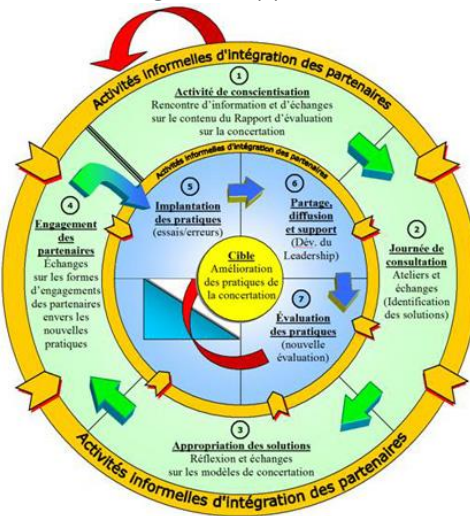
Yves L'Écuyer, SSVF

Yvon Desrochers, CSSSL

MISE EN CONTEXTE DE LA DÉMARCHE CONCERT'ACTION MRC DE L'ASSOMPTION

En 2008, le mouvement communautaire de la MRC de L'Assomption amorce une démarche ciblant l'évaluation de la concertation. La première étape : une évaluation participative de la concertation; participative non seulement au sens de la recension mais également lors de l'analyse des données et l'élaboration des constats. Le résultat est huit (8) constats présentés dans le *Rapport d'évaluation de la concertation dans la MRC de L'Assomption*.

Souhaitant que ces constats puissent mener à l'action pour engendrer un changement concret dans nos façons de faire, la démarche d'appropriation et d'arrimage du rapport d'évaluation est élaborée.



Cette démarche cible l'amélioration de la concertation dont la première étape fut la présentation et la validation des constats du rapport d'évaluation (juin 2009).

Par la suite, des ateliers de consultation ont offert aux acteurs du milieu l'opportunité d'échanger et de proposer des solutions qui permettraient de mieux travailler ensemble (septembre 2009). De ces consultations, le document *Actes et recommandations* est produit et offre une synthèse des échanges en ateliers ainsi que la présentation des recommandations.

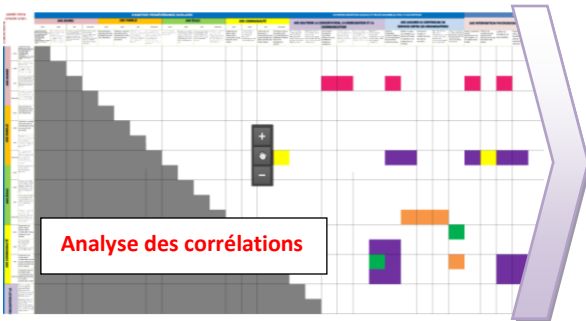
Afin de concrétiser ces recommandations, trois conférenciers ont été invités afin de présenter leurs méthodes de travail dans la concertation de leur région.

Ensuite, pour engager les diverses organisations du territoire et implanter les recommandations aux couleurs de notre MRC, une *Charte d'engagement pour la concertation de la MRC de L'Assomption* est réalisée. La signature de cette Charte s'est effectuée le 1er novembre 2010 avec une diversité impressionnante d'organisations s'engageant dans la mise en œuvre de ces nouvelles pratiques.



Le 14 décembre 2010, la première rencontre de Concert'Action MRC de L'Assomption s'est tenue afin de déterminer sur quels sujets les différents acteurs pourraient se concerter. Deux chantiers de travail ont été identifiés: la persévérance scolaire et la lutte à pauvreté et l'exclusion sociale. C'est également cette même journée que l'annonce de la fermeture de l'usine Electrolux à L'Assomption a été annoncée.

En 2013, la CDC a relevé des similitudes entre les objectifs des plans d'action provenant des travaux des divers chantiers et comités (Persévérance scolaire, Insertion Sociale et Professionnelle et Fermeture de l'usine Electrolux, Stratégie de relance économique de la MRC de L'Assomption et le Chantier Lutte la pauvreté et à l'exclusion sociale). Suite à une analyse approfondie, un total de 34 corrélations a été trouvé pour être ensuite regroupé en cinq thématiques transversales :



- Améliorer la diffusion des services offerts;
- Améliorer la promotion, l'accès et le maintien à l'emploi;
- Renforcer la capacité d'agir des individus;
- Améliorer l'arrimage entre les organisations locales ainsi que régionales;
- Améliorer l'accessibilité et l'accompagnement à travers les services psychosociaux.

Le Comité organisateur du forum a collaboré avec un Comité consultatif, formé de représentants de divers secteurs (municipal, politique, économique, scolaire, santé, communautaire et régional) afin d'être en mesure de confirmer que chacune des thématiques transversales reflétaient des réalités au sein de leur propre organisation. Le 24 octobre 2014, les comités se sont réunis pour valider le contenu, tenter d'identifier les causes ainsi que des solutions possibles aux thématiques transversales répondant à leur réalité organisationnelle.

Le 1^{er} décembre 2014 lors du Forum *Les bottines suivent les babines* :

- Les acteurs des différents secteurs autour de la table ont tenté de trouver les moyens pour parvenir à la réalisation des solutions trouvées par les comités, le 24 octobre 2014.

OU

- Les acteurs des différents secteurs autour de la table ont ensemble trouvé des solutions communes répondant à leur réalité organisationnelle afin de répondre à la thématique transversale abordée et ensuite, ils ont cherché les moyens pour arriver à leur réalisation.

Table Ronde d'introduction
Animateur : Hugo Valiquette, TROCL

À l'ouverture de l'événement, il y avait un représentant de chaque secteur participant au Forum. À tour de rôle, chacun devait préciser un exemple vécu au sein de leur organisation et relié à l'une des cinq thématiques transversales.

Lynne Harpin, secteur politique : Tiré de la thématique *Améliorer l'accessibilité de l'accueil et l'accompagnement à travers les services psychosociaux*, Mme Harpin raconte qu'un monsieur est venu demander de l'aide au bureau du député à L'Assomption. Ce dernier n'avait aucun papier et se retrouvait avec la garde de ses enfants dans une maison coupée de services d'eau et d'électricité. Ils ont donc accompagné l'homme dans plusieurs démarches. Il a finalement trouvé un organisme communautaire dans lequel il est devenu bénévole. L'organisme en question l'a finalement embauché comme employé. Mme Harpin précise que des exemples comme celui-ci il y en a malheureusement beaucoup et que le bureau du député François Legault fait son possible pour accompagner les gens en difficulté dans leur parcours à travers les différents services offerts par les organismes. Elle explique qu'ils appliquent ce qu'ils appellent une chaîne d'amour qui encadre les gens dans leur cheminement.

Cécile Hénault, secteur municipal : Tiré de la thématique *Améliorer la diffusion des services offerts tant auprès de la population que des organismes*, la conseillère municipale de la Ville de Repentigny indique que la proportion des personnes immigrantes est à la hausse au sein de la Ville. Malgré le fait qu'une grande variété d'activités est offerte, les personnes et les familles immigrantes participent très peu. Il est important de trouver les moyens pour les rejoindre.

François Prudhomme, secteur économique : Tiré de la thématique *Améliorer la promotion, l'accès et le maintien en emploi*, le propriétaire du Café Morgane de Repentigny précise que certains jeunes travaillant au café sont des décrocheurs scolaires. Toutefois, ces mêmes personnes s'avèrent d'excellents employés qui réussissent à gravir les échelons dans l'entreprise. C'est une main d'œuvre qualifiée et il est important de les encourager dans leur cheminement.

Chantal Lalonde, secteur régional : Mme Lalonde explique qu'en 1999, lorsque la Table des partenaires en développement social (TPDSL) a été créée, il y avait eu le développement d'une multitude de tables de concertation ou de regroupements qui intervenaient sur des thématiques apparentées, mais sans faire de liens ensemble. La TPDSL avait donc entrepris en 2010 une réflexion sur ces pratiques de concertation qui s'est conclue en 2012. Le tout s'est opérationnalisé dans le cadre du Plan d'action régional en solidarité et inclusion sociale (PARSIS) par la mise en place de l'Alliance : un mécanisme, animé par la TPDSL, qui vise à faire des arrimages entre les neuf thématiques du PARSIS issues de consultation locale. Ce mécanisme qui réunit actuellement 15 organisations régionales et sous régionales a permis de mieux comprendre ce que sont des arrimages et de proposer de nouvelles façons d'*Améliorer l'arrimage entre les organisations locales, ainsi que régionales*.

Tamara Pierre-Louis, secteur scolaire : En lien avec la thématique *Améliorer la promotion, l'accès et le maintien en emploi*, Mme Pierre-Louis précise que l'une des missions de la Commission scolaire des affluents est de qualifier les élèves. C'est pour cette raison qu'il demeure important d'informer les élèves sur les divers choix de parcours possibles, dont certains sont souvent peu connus et valorisés. Les parcours souvent méconnus et victimes de préjugés sont souvent ceux reliés au programme de formation axée sur l'emploi et plus précisément le programme de préparation au marché du travail (PMT) et la formation aux métiers semi-spécialisés (FMS). Il est constaté que ces programmes sont encore peu connus par certains membres du personnel de la CSA, mais également auprès des parents et de la population. Il devient donc important de

sensibiliser les parents, le personnel de la CSA ainsi que tous les partenaires de la communauté. Cette réalité est présente dans tous les milieux scolaires et auprès de différentes clientèles spécifiques : jeunes, personnes immigrantes, jeunes adultes, personnes handicapées ou ayant une déficience intellectuelle, etc.

Sébastien Guernon, secteur communautaire : L'exemple du directeur de la Corporation de Développement Communautaire MRC de L'Assomption touche à toutes les thématiques abordées lors du Forum. En effet, il précise que le milieu communautaire est en lien avec plusieurs organisations afin de résoudre différentes problématiques vécues par la population de notre MRC. C'est en s'unissant, milieu communautaire et organisations des différents secteurs, qu'il sera possible d'arriver à la réalisation d'actions concrètes. Le Forum *Les bottines suivent les babines* en est un excellent exemple.

Suite à cette présentation, les participants étaient invités à participer aux ateliers en lien avec les thématiques pour échanger. Pour chaque atelier, un cahier était remis contenant la synthèse de la Concert'Action MRC de L'Assomption et de la démarche ayant menée au forum ainsi que les réflexions du comité organisateur et du comité consultatif sur les causes et les solutions potentielles. Ils étaient ensuite invités à échanger et valider la mise en action de ces solutions.

1. Améliorer la diffusion des services offerts tant de la population que des organismes

CAUSES POTENTIELLES

Plusieurs organisations multisectorielles (scolaire, politique, municipal, économique, régional, communautaire) ont à gérer des situations à contexte psychosocial. Afin d'améliorer la diffusion des services offerts au sein de différents organismes, nombreux bottins et sites Internet ont été mis sur pied. Par contre, plusieurs acteurs précisent que les outils actuels sont inadéquats puisque l'information qu'ils contiennent est souvent vulgarisée dans le jargon des organisations et classée dans un ordre logique (alphabétique) plutôt que pratique (par problématique). Certains de ces bottins et sites Internet n'indiquent même pas la mission des organisations, ce qui complique la recherche. De plus, plusieurs organisations indiquent qu'il est difficile d'être à jour dans les services offerts, car ils sont évolutifs et libérer une ressource humaine pour la mise à jour est une démarche complexifiée par des facteurs financiers et temporels. En ce qui concerne la population, il est observé qu'un individu cherchera une organisation que s'il fait face à un problème. Compte-tenu de ce qui précède, il faut se questionner sur qui utilisera l'outil et comment le concevoir de façon efficace. Il est suggéré par certains acteurs que la bonification et la mise en commun d'outils déjà créés pourrait être une solution envisageable pour résorber la problématique.

PROBLÈME

Il y a eu plusieurs outils qui ont été créés pour répondre à cette problématique. La plupart sont des guides ou des bottins. Malheureusement, ces derniers restent plus souvent qu'autrement sur les tablettes. Il faut donc revoir nos besoins et se questionner sur l'efficacité des outils déjà mis en place. La population doit avoir accès facilement à l'information. Également, entre organismes, il est important de connaître les services offerts pour pouvoir mieux référer l'individu selon ses besoins.

RÉFLEXIONS SUR LES SOLUTIONS

Il a été mentionné qu'un individu cherchera une organisation que s'il fait face à un problème. Il faut donc prôner l'approche directe. Rien ne pourra remplacer l'importance d'un intervenant. Tous s'entendent sur le fait qu'il y a beaucoup trop de sites Internet et de bottins. Une idée amenée par le comité est la promotion d'un guichet unique où toute personne ayant une problématique quelconque puisse être prise en charge et référée au bon endroit par la suite. Il est mentionné que le CLSC remplit déjà cette fonction avec l'accueil psychosocial. Aussi, afin de simplifier le référencement entre organisations, le comité propose une autre idée : un intervenant pivot au sein de chaque secteur. Par exemple, la CDC serait l'intervenant pivot pour le référencement des organismes communautaires et l'accueil psychosocial du CLSC est l'intervenant pivot du secteur de la santé. Deux ou trois rencontres par année pourraient être tenues entre les intervenants pivots afin d'améliorer et maintenir la mise à jour de l'information sur les différents services offerts.

RÉFLEXIONS DE L'ATELIER LORS DU FORUM

- Conception d'un site Internet commun – Création d'un comité qui se réunit mensuellement et qui se questionne sur la faisabilité, la viabilité et la stabilité de cette solution;
- Mise en place d'une ligne téléphonique communautaire, dans le genre du 211;
- Création d'une ligne téléphonique universelle, c'est-à-dire, qui comprend toutes les organisations;
- Création d'une cartographie par code de couleurs, sur laquelle chaque organisation serait indiquée;
- Continuer la promotion du babillard communautaire dans le journal local (Hebdo Rive-Nord);
- Création d'un comité composé d'un représentant de chaque secteur qui se réunirait au moins deux fois par année, afin d'apprendre à mieux se connaître (services offerts, etc.).

2. Améliorer l'arrimage entre les organisations locales, ainsi que régionales

CAUSES POTENTIELLES

Il est entendu par nombreux acteurs que certaines préoccupations de la MRC ou de la région de Lanaudière requièrent une intervention multisectorielle. Malheureusement, les instances régionales ont une vision large, les éloignant des réalités terrain au niveau local. Ce même constat est applicable au niveau local. En effet, les six municipalités de la MRC de L'Assomption diffèrent sous plusieurs angles, complexifiant la mise en place d'actions communes. Afin d'améliorer l'arrimage entre les organisations locales, ainsi que régionales, différents lieux de concertation ont été créés. Par contre, il est dit par plusieurs organisations multisectorielles (scolaire, politique, municipal, économique, régional, communautaire) qu'autour d'une table ne se trouve pas nécessairement les bons acteurs stratégiques pour le développement des actions (un intervenant au sein d'une table de décideurs).

Aussi, le phénomène d'hyperconcertation a pour effet l'essoufflement des acteurs et la démobilitation des partenaires. Afin d'améliorer les techniques de concertation, des outils (guide) ont été mis en place, mais ces derniers ne sont pas conçus de manière à intéresser tous les types d'organisations. Nombreux acteurs précisent qu'il faudrait voir la possibilité de jumeler certains lieux de concertation, et certains organismes ayant des missions ou des services semblables. Il est également dit que la création d'un réseau fort de concertation entre le régional, les MRC et les communautés locales afin de faire émerger des alliances stratégiques, passe par le développement d'un langage commun, d'une vision et d'une stratégie d'intervention commune.

PROBLÈME

Localement, l'arrimage entre les organisations passe nécessairement par une ouverture au réseautage et à la concertation malgré les difficultés vécues dû au phénomène d'hyperconcertation. Plusieurs freins à cette concertation (bonne personne à la bonne place, disponibilité des ressources, etc.) diminuent le potentiel d'arrimages, de références et limitent l'accessibilité ainsi que le développement des services. Généralement, il est souvent perçu qu'il existe deux réalités dans la région de Lanaudière, celle du Nord et celle du Sud. La MRC de L'Assomption, située en grande partie dans la Communauté Métropolitaine de Montréal, a davantage une réalité urbaine que rurale. De façon similaire à la MRC des Moulins, les enjeux économiques, sociaux et géopolitiques diffèrent des quatre autres MRC du Nord de Lanaudière. Cela dit, les instances régionales décisionnelles siègent majoritairement au Nord de Lanaudière et il est perçu que cette situation influence les orientations et les décisions qui affectent l'ensemble de la région.

Il importe donc pour plusieurs organisations de notre MRC de sensibiliser le régional à la réalité locale afin de favoriser des orientations qui faciliteront l'arrimage local et le développement de services en réponse aux besoins locaux. Autre frein aux initiatives d'arrimage local, les exigences ministérielles et des bailleurs de fond induisent des limitations organisationnelles.

RÉFLEXIONS SUR LES SOLUTIONS

Le comité a éprouvé des difficultés à trouver une solution à cette thématique. Bien entendu, encore une fois la solution d'intervenants pivots mentionnée pour la thématique Améliorer la diffusion des services offerts tant auprès des organismes que de la population pourrait aider à l'arrimage entre les différentes organisations. Jean-François Larose précise qu'améliorer l'arrimage et redonner la parole aux régions sont les lignes de valeurs du nouveau parti politique qu'il représente Forces et démocratie et qu'il compte bien prôner ce discours au national. Malgré les difficultés autour de cette thématique, le comité propose tout de même d'avoir un document qui précise le nom et les coordonnées des personnes qui siègent sur les différents comités et tables de concertation afin de faciliter les communications.

2. Améliorer l'arrimage entre les organisations locales, ainsi que régionales (suite...)

RÉFLEXIONS DE L'ATELIER LORS DU FORUM

- Création d'outils et mise en place de formations afin de travailler et définir collectivement une vision commune;
- Création d'outils via la CDC afin de connaître davantage les lieux de concertation, les membres, ainsi que chaque organisation;
- Développer un parrainage pour l'intégration d'un nouveau membre ou d'un nouvel employé.

3. Renforcer la capacité d'agir de l'individu

CAUSES POTENTIELLES

Il est entendu par plusieurs organisations multisectorielles (scolaire, politique, municipal, économique, régional, communautaire) que la fonction publique considère les citoyens comme étant de contribuables-consommateurs. Elle se met au service des citoyens de la même manière qu'une entreprise privée sert ses clients. On assiste donc à une représentation de la société comme un agrégat de clientèles spécifiques qui ont des besoins à satisfaire ; des citoyens-clients. Ce qui a pour conséquence la réduction de l'autonomie des citoyens, qui s'attendent à ce que l'État se charge de tout. Dans cette situation, il est difficile pour plusieurs organisations de venir en aide aux individus qui pensent qu'ils n'ont aucun rôle à jouer dans la solution à leur problématique.

C'est pourquoi, les acteurs parlent du principe d'empowerment. « L'autonomisation ou empowerment est un processus par lequel une personne, ou un groupe social, acquiert la maîtrise des moyens qui lui permettent de se conscientiser, de renforcer son potentiel et de se transformer dans une perspective de développement, d'amélioration de ses conditions de vie et son environnement. » Bien que les organisations renforcent la capacité d'agir des individus par le biais de leurs activités, plusieurs d'entre-elles soutiennent que l'encadrement à travers le processus demande beaucoup de temps et de ressources (humaines et financières).

Il y a eu des initiatives engendrées par les acteurs du Chantier Persévérance Scolaire afin de renforcer la capacité d'agir des parents. Entre autres, plusieurs conférences ont été données pour les outiller sur divers sujets en lien avec le rôle parental. Certains acteurs proposent donc l'idée d'offrir des conférences afin d'apprendre aux gens à être un citoyen actif. D'autres mentionnent la possibilité de créer un centre d'éducation populaire. Bien entendu, dans le contexte sociopolitique actuel, on ne peut s'attendre à recevoir des ressources financières supplémentaires. Il faut donc trouver des actions concrètes, mais réalisables.

PROBLÈME

La réponse aux besoins personnels et professionnels est grandement influencée par la capacité d'agir d'un individu. Cette capacité d'agir est à son tour influencée par une multitude de facteurs : connaissances générales, formations, valorisation de soi, reconnaissance de ses aptitudes, santé ou limitations fonctionnelles, préjugés, expériences, réseau social, etc.

Plusieurs acteurs du milieu constatent qu'il importe de renforcer la capacité d'agir des individus pour assurer le succès de leur cheminement personnel et professionnel. « *Aide-toi et le ciel t'aidera, nous sommes disponibles pour aider, mais l'individu doit être en mesure d'assumer son rôle dans l'atteinte des objectifs.* » (Intervenant du milieu).

3. Renforcer la capacité d'agir de l'individu (suite...)

RÉFLEXIONS SUR LES SOLUTIONS

Le comité est conscient du travail d'empowerment qui est fait dans les différents organismes à travers leurs activités. Il y a également l'organisme régional Mouvement d'Éducation Populaire Autonome de Lanaudière (MÉPAL) qui œuvre dans ce sens. Par contre, étant situé à Joliette et ayant des moyens financiers limités, il n'y a pas d'activité offerte dans la MRC de L'Assomption. Le comité propose donc de faire la promotion active des activités déjà offertes et de trouver un moyen de propager les activités du MÉPAL au sein de notre MRC.

RÉFLEXIONS DE L'ATELIER LORS DU FORUM

- Assurer une coordination locale pour de la formation, des ateliers, des cafés rencontres afin de renforcer la capacité d'agir des individus. Entres autres, par le recensement des activités d'éducation populaire que peuvent offrir les organisations du milieu, la coordination logistique et la diffusion en étant le point central de cette stratégie. La CDC rencontrera le Mouvement d'Éducation Populaire Autonome de Lanaudière (MÉPAL) afin de déterminer les moyens pour la mise en place de la stratégie proposée;
- Encourager les organisations du milieu à s'inscrire à la liste d'envoi du courriel hebdomadaire « Infos de la semaine » de la CDC (www.cdclassomption.org/actualites) et que les organisations s'engagent à diffuser à l'interne auprès de collègues et directions les renseignements jugés pertinents. La CDC produit déjà cet outil et en fera davantage la promotion et présente également la concertation locale sociale sur son site au www.cdclassomption.org/concertation et par la production d'un bulletin nommé « Le Pont »;
- Possiblement centraliser les renseignements par le biais d'une page Facebook, tant pour la promotion que pour le recensement des besoins de formation d'éducation populaire;
- Soutenir et diffuser les initiatives de forums citoyens permettant l'échange et l'éducation populaire de partenaires et citoyens en unissant nos ressources plutôt que d'organiser des sessions individuelles de formation ou ateliers;
- Soutenir et diffuser les initiatives de développement de connaissances et de réseautage des partenaires du milieu (Speedmeeting, concertation);
- CHANGEMENT DE PRATIQUES : afin d'assurer l'efficacité des interventions pour renforcer la capacité d'agir des individus, il importe de comprendre le processus suivant : les formation/ateliers sont la façon de sensibiliser, il faut également laisser l'individu se décharger émotivement de sa situation/problématique avant de l'accompagner et suggérer des pistes d'actions;
- CHANGEMENT DE PRATIQUES : Encourager le réseautage dans la concertation locale des intervenants afin de faire des références personnalisées qui sont beaucoup plus efficaces (on ne réfère pas vers une organisation mais bien vers une personne dans l'organisation);
- Pour certains types de personne, favoriser l'implication bénévole auprès de certains organismes en échange de soutien (on ne demande pas d'aide par orgueil mais si on aide et rend service en échange d'aide, ça se digère mieux).

4. Améliorer la promotion, l'accès et maintien en emploi

CAUSES POTENTIELLES

Cette problématique a été identifiée dans trois plans d'action locaux : Chantier Persévérance scolaire, Comité Insertion sociale et professionnelle et Comité Electrolux. Nombreux organisations multisectorielles (scolaire, politique, municipal, économique, régional et communautaire) constatent entre autres que le sous-financement des organismes en alphabétisation est un des facteurs nuisibles à l'insertion sociale et professionnelle.

Certains acteurs soulignent qu'il y a également encore beaucoup de jugements des familles et de la communauté envers divers parcours scolaires. Afin de favoriser l'accès, le maintien et la progression en emploi des personnes éloignées du marché du travail, des femmes, des personnes handicapées, des personnes immigrantes, des étudiants, etc. , des initiatives ont déjà été mises en place : le programme Oser jeunes qui vise la conciliation travail/études, le projet Devenir pour la mise en action des femmes pour la connaissance du milieu du travail, le CAR (comité d'Aide au Reclassement) pour les ex-travailleurs Electrolux, etc. Malgré des actions initiées par multiples organisations, cette problématique reste une réalité dans la MRC de L'Assomption.

En effet, plusieurs acteurs remarquent que les entreprises au départ sont davantage en mode «survie» et l'insertion professionnelle se fait principalement lorsque l'entreprise est en mode «développement». Compte tenu de ce qui précède, certains acteurs suggèrent l'idée de faire un plan d'insertion professionnelle au sein du processus de stratégie de relance économique de la MRC de L'Assomption (quatre gros projets dans le domaine industriel). D'autres proposent de prendre exemple sur la MRC Les Moulins avec un projet de banque de stages pour les étudiants.

PROBLÈME

Cette problématique repose sur le rapprochement et la cohérence entre le développement de l'emploi, les caractéristiques de la population, la famille, l'école, la communauté, et les employeurs de la région face aux choix professionnels qui sont présentés aux jeunes, ainsi que la valorisation des différents emplois et des parcours possibles. Pour les personnes plus vulnérables ou éloignées du marché du travail, il importe d'arrimer l'insertion professionnelle en cohérence avec le développement économique et d'en faire la promotion. Lorsqu'un individu travaille, il renforce sa capacité d'agir et est également en mesure d'être un consommateur qui participe au roulement de l'économie. Il est dit par plusieurs acteurs qu'il faut considérer le développement des initiatives pour le maintien en emploi tant auprès de l'employé que de l'employeur.

RÉFLEXIONS SUR LES SOLUTIONS

Le comité s'entend sur le fait que cette thématique touche différents types de clientèles (étudiants, ex-travailleurs d'Electrolux, personnes immigrantes, femmes, personnes ayant des limitations fonctionnelles, toutes personnes en recherche d'emploi, etc.). Le comité souhaitait donc trouver une solution qui conviendrait à tous. Les idées ressorties sont donc la reconnaissance du bénévolat comme étant une expérience de travail ainsi que la reconnaissance d'années d'expérience outre les années de formation scolaire.

Il a également été mentionné qu'il faudrait trouver des moyens pour enrayer les différents préjugés répandus au sein de la communauté au sujet des différents emplois et parcours scolaires.

4. Améliorer la promotion, l'accès et maintien en emploi (suite...)

RÉFLEXIONS DE L'ATELIER LORS DU FORUM

- Afin d'éliminer les barrières systémiques face aux préjugés, tronc commun identifié rejoignant l'ensemble des clientèles. Information et sensibilisation auprès des élus (implication et engagements) en partenariat avec les médias;
- Établir un plan d'action et des actions spécifiques plus concrètes ciblées pour chaque clientèle. Il est noté de faire attention aux préjugés que les diverses organisations ont envers les employeurs. Les employeurs ont des besoins de main d'œuvre. En contrepartie, on identifie une grande méconnaissance des services et des programmes existants (ex : la possibilité d'un accompagnement pour le maintien en emploi);
- Création d'une banque de stages afin de répondre à l'offre et à la demande. C'est un outil qui est déjà en développement par le CFP des Riverains et un outil qui a été développé et finalisé par le bureau de Jean-François Larose;
- Présenter auprès des membres de la chambre de commerce ou d'autres employeurs ciblés, des modèles positifs d'employeurs, mais également d'employés considérés comme étant éloignés du marché du travail (personnes handicapées, jeunes, femmes, personnes immigrantes, etc.). Ces derniers présenteraient le parcours (bons coups et embûches) qui les a mené au succès de l'embauche et l'intégration au sein de l'entreprise. Le tout pourrait aussi être présenté sous forme de capsule vidéo (comme celles d'Essor II) et diffuser sur des plateformes stratégiques;
- Promotion d'un programme comme Oser Jeunes, mais « *Oser la diversité* ».

5. Améliorer l'accessibilité de l'accueil et l'accompagnement à travers les services psychosociaux

CAUSES POTENTIELLES

Un individu nécessitant de l'aide peut avoir le réflexe de se présenter dans les bureaux des députés, les hôtels de ville, les écoles, les institutions gouvernementale, etc. Quoi qu'au service de la population, plusieurs de ces organisations n'ont pas les connaissances et les compétences pour intervenir adéquatement dans des situations à contexte psychosocial. Tous s'entendent pour dire qu'il doit y avoir une amélioration des pratiques. En effet, il arrive que certaines personnes ne soient pas référées au bon endroit. Dans ces circonstances, plusieurs organisations multisectorielles (scolaire, politique, municipal, économique, régional) précisent qu'il est difficile d'offrir à l'individu ayant une problématique un bon accueil, accompagnement et suivi à travers les services psychosociaux.

Afin d'améliorer la situation, il existe plusieurs lieux de concertation pour entretenir un réseautage qui permet d'être à l'affut des différents organismes existants. Malheureusement, ce ne sont pas toutes les organisations qui y participent puisque libérer une ressource humaine demande du temps et de l'argent. Il est proposé par certains acteurs la possibilité que l'information des services offerts puisse se rendre aux organisations (par le biais d'une présentation quelconque) et non l'inverse. Ainsi, la gestion d'une logistique complexe serait évitée. D'autres proposent la mise en place d'intervenants pivots (accompagnement, référence) qui seraient en quelque sorte les experts conseils de la continuité de service dans leur organisation respective en connaissant les ressources et les services destinés aux personnes, mais également des procédés de références inter-organisation.

5. Améliorer l'accessibilité de l'accueil et l'accompagnement à travers les services psychosociaux (suite...)

PROBLÈME

Lorsqu' on parle d'accessibilité, le manque de ressources (financières, humaines, etc.) est déjà une problématique en soi dans le contexte sociopolitique actuel, tant au niveau des services publics qu'auprès des organismes communautaires. Le problème ne se limite pas seulement à la facilité à obtenir des services psychosociaux, il faut également adapter la façon dont le tout est présenté, tant la vulgarisation que la méthode de diffusion.

Il est nommé par plusieurs acteurs que l'amélioration de l'accessibilité passe par un meilleur réseautage, meilleur référencement, meilleur accompagnement et suivi, mais les pratiques actuelles ne semblent pas répondre suffisamment aux besoins du milieu.

RÉFLEXIONS SUR LES SOLUTIONS

Étant donné que le Comité a proposé l'idée de guichet unique et d'intervenants pivots pour la thématique *Améliorer la diffusion des services offerts tant auprès de la population que des organismes*, il a été entendu de promouvoir les mêmes solutions pour cette thématique. Par contre, il a été mentionné que le défi se trouve dans l'accompagnement à travers les services.

En effet, l'individu vivant une problématique ne se rendra pas nécessairement par lui-même à l'organisation qui lui a été référé et ce, pour diverses raisons. Certains organismes offrent le transport, mais certains ont des critères particuliers et d'autres le font pour dépanner, bien que ce ne soit pas dans leur mission. Le comité a donc proposé d'approfondir sur l'idée de faire affaire avec un service de taxi. À titre d'exemple, la ville de Ste-Julie offre le service Taxi 12-17 qui permet aux adolescents d'avoir un transport à bas prix. Le comité suggère d'adapter ce projet selon les besoins de la MRC de L'Assomption pour une clientèle plus large.

RÉFLEXIONS DE L'ATELIER LORS DU FORUM

- Mise en place d'intervenants pivots implantés dans des milieux stratégiques à l'échelle de la MRC de L'Assomption (Ville, Service de police, Bureau députés, Commission Scolaire, etc.) qui seront en quelque sorte les experts-conseils de la continuité de service dans leur organisation respective en connaissant les ressources et les services destinés aux personnes, mais également des procédés de références inter-organisation;
- Tous mentionnent les difficultés reliées au transport et se sentent interpellés. Les participants proposent l'organisation d'un colloque régional sur le transport;
- Tous adhèrent à l'idée d'un guichet unique de référencement, mais sa mise en œuvre demeure problématique;
- Du point de vue de la sphère économique, il faut démontrer les bénéfices de la prévention, notamment les bénéfices sociaux d'un bon système de transport;
- Plus précisément, il faut arriver à démontrer le coût social engendré par le refus de déboursier pour le transport d'un individu (taxi, train, autobus), puisqu'il est clair qu'un citoyen coûte plus cher à l'État s'il n'a pas accès à l'aide et aux services qui lui permettront de maintenir/occuper un emploi et être fonctionnel au quotidien.

À l'aide du Comité organisateur du forum, la chargée de projet analyse les idées ressorties et planifie la mise en place d'actions concrètes afin de répondre aux thématiques transversales. Nous vous informerons des prochaines démarches et développements.

Merci à tous les participants !
La réalisation du projet a été rendu possible grâce :



Le Forum Les bottines suivent les babines
Corporation de Développement Communautaire de la MRC de L'Assomption



Chargée de projet :
Audrey-Ann Frenette
info@cdclassomption.org
(450) 581-5402 poste 233